

Réunion plénière du groupe-pays Mali de Cités Unies France¹ Mardi 15 octobre 2013, de 14h15 à 17h00

Locaux de Cités Unies France (CUF)
9 rue Christiani, 75018 Paris

Compte rendu²

Nota bene : au moment de finaliser ce compte rendu, le soulagement de la libération des « otages d'Arlit » se mêle à l'indignation et la tristesse face à la disparition tragique des journalistes de RFI. Restons solidaires de réalités qui nous dépassent autant qu'elles confortent notre engagement.

Aperçu général :

Près d'une centaine de représentants de collectivités françaises, associations de jumelage, structures associatives nationales et réseaux régionaux multi-acteurs ont participé à cette rencontre. Plusieurs interlocuteurs institutionnels de la coopération décentralisée en France et au Mali ont confronté leurs points de vue aux réflexions, aux préoccupations et aux expériences locales et régionales, propres à la coopération décentralisée franco-malienne. Malgré l'absence d'intervenants, plusieurs points à l'ordre du jour n'ont pu être traités. Les informations correspondantes ont été intégrées à ce compte-rendu.

Annexes :

- liste des présents et excusés
- liste des documents distribués
- informations complémentaires

Ordre du jour :

1. Actualités maliennes : Contexte général, enjeux nationaux et locaux depuis l'élection présidentielle

- Perspectives pour l'action de la France au Mali après l'élection présidentielle malienne
- Suivi de la conférence de Bruxelles
- Situation générale des collectivités maliennes et enjeux locaux

2. Démarches institutionnelles en cours

- Echange autour d'une démarche conjointe avec Coordination Sud
- Discussions avec les partenaires techniques et financiers en appui à la décentralisation au Mali ; échanges avec la Fédération Canadienne des Municipalités, l'agence de coopération des collectivités néerlandaises, la coopération allemande
- Information sur le Fonds de solidarité des collectivités françaises pour le Mali

3. Echos des partenariats de coopération décentralisée

- Présentation du recensement des actions menées depuis 2012
- Echos des partenaires, activités et missions récentes
- Bilan des appels à projets MAE/DAECT annuel et triennal ; calendrier 2013-2014

4. Le groupe-pays Mali

- Activités collectives, depuis les dernières rencontres du groupe-pays Mali (ateliers du 27 mai, échange du 1er juillet, rencontre du 3 juillet avec le Centre de Formation des Collectivités Territoriales, présence à Paris du 12 au 17 octobre 2013)
- Regard sur 2012-2013, perspectives géographiques et thématiques, outils à développer par et pour la coopération décentralisée.

¹ Retrouvez ce compte-rendu et plusieurs des documents cités en annexe en ligne : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1860>

² Le pôle Afrique de Cités Unies France remercie les participants qui ont contribué à la rédaction de ce compte-rendu.

Introduction :

Guy-Michel Chauveau, président du groupe-pays Mali et député-maire de La Flèche a remercié les participants pour l'intérêt renouvelé des membres du groupe-pays pour cette nouvelle réunion plénière du groupe-pays, qui fait suite aux nombreuses rencontres organisées depuis le début de la crise malienne.

Le président du groupe-pays Mali a également excusé Monsieur l'Ambassadeur du Mali en France et Monsieur l'Ambassadeur de France au Mali et remercié les institutions présentes :

- le Ministère français des Affaires étrangères, représenté notamment par la DAOI, la DGM, le cabinet du ministre du développement, le conseiller de l'ambassadeur Pierre Duquesne
- l'Association des Municipalités du Mali, représentant les associations maliennes de collectivités
- l'Agence française de Développement
- Coordination Sud et ses membres présents
- le Centre national malien de Formation des Collectivités Territoriales (CFCT)
- le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNEPT)

La réunion s'est tenue en présence de Charles Josselin, président d'honneur de Cités Unies France, ancien ministre de la coopération.

1. Actualité malienne

(au 15 octobre, actualisation au 25 octobre 2013)

1a. Contexte général et décentralisation

Boubacar Bah, président de l'Association des Municipalités du Mali

La transition a pris fin avec l'élection présidentielle et l'installation officielle du président de la République et du gouvernement.

La reconduction du Général Moussa Sinko Coulibaly au Ministère de l'Administration territoriale assure la continuité du processus électoral.

Plusieurs temps forts vont avoir lieu au Mali les mois à venir :

- 21 au 23 octobre 2013 : les États généraux de la décentralisation qui permettront de faire le bilan de l'expérience malienne en matière de décentralisation mais surtout de déterminer les mécanismes institutionnels permettant de donner plus de pouvoirs aux collectivités décentralisées (soutenu par l'AFD)
- 1^{er}-03 novembre 2013 : Assises nationales sur le Nord (soutenues par le MAE)
- 24 novembre – 15 décembre 2013 : élections législatives

Deux événements à venir répondent aux clauses des Accords de Ouagadougou : les Etats généraux de la décentralisation et les Assises nationales sur le Nord.

Les Etats Généraux de la décentralisation se tiennent à Bamako du 21 au 23 octobre³ en s'appuyant sur le Forum des 10 ans de la décentralisation malienne.

L'objectif est de faire le point sur l'état d'avancement de celle-ci et « prendre le pouls » de l'Etat malien en la matière. Événement à l'origine exclusivement malien, les Etats généraux ont été ouverts aux partenaires étrangers.

Cités Unies France a envoyé une délégation (président d'honneur, secrétaire général, directeur général adjoint) ; le président du groupe-pays Mali n'a pas souhaité s'y rendre : "Mieux vaut éviter la présence de députés français au Mali en cette période de pré-campagne électorale avant les élections législatives maliennes.

³ cf. Termes de référence des Etats généraux de la décentralisation

La mise au pas des militaires et l'éloignement du général Sanogo du jeu politique devrait donner plus de visibilité à l'action de l'Etat.

Reste le problème sécuritaire au Nord du pays : attentats à Tombouctou et Gao ; l'autorité militaire malienne n'est pas encore complètement restaurée (exemple de Tessalit).

et à Kidal, le gouverneur ne dispose toujours pas de locaux pour travailler.

« *Le Mali est sûr, toutes ses frontières sont sûres, sauf au Nord d'une ligne Ménaka-Tessalit* ».

On note quelques retours de réfugiés et déplacés, mais l'insécurité les freine encore.

La société civile se mobilise ; le gouvernement met les collectivités territoriales en première ligne et les appuie.

La solidarité internationale a joué via les collectivités territoriales, dont 150 CT françaises.

Le Mali a été à l'honneur lors des assises de la coopération des Yvelines. Comme lors de nombreux événements organisés en France depuis le début de la crise.

Les associations maliennes des municipalités, cercles et régions travaillent de pair avec CUF, depuis 18 mois, ce qui leur a valu une reconnaissance lors de la conférence de Bruxelles ; une dynamique est ainsi enclenchée et se poursuit, via par la diplomatie des villes.

1b. Action de la France au Mali

Laurent Viguié, Sous-directeur d'Afrique Occidentale, Ministère des Affaires étrangères

M. Viguié met en perspective la rapidité des étapes successives, même si les situations difficiles vécues par la population ont perduré.

Il y a un an, la France plaidait pour la mise en place d'une force militaire africaine

Il y a 9 mois, l'intervention française et africaine répondait à l'urgence de la situation.

Il y a 6 mois à Bruxelles étaient entamées les réflexions sur la relance économique du Mali et l'appui international.

Il y a 2 mois se tenait l'élection présidentielle.

Tout est allé très vite : l'Etat malien, profondément déstabilisé, est aujourd'hui doté de nouvelles autorités légitimes et le processus de relèvement du Mali est bien entamé.

Les Maliens ont repris la main. La France les accompagne sur 3 composantes, directement et via l'Union européenne : la stabilisation sécuritaire ; le processus politique et la décentralisation ; la relance du développement.

Processus politique :

La France intervient actuellement sur les Etats généraux décentralisation, qui reçoivent l'appui financier de l'AFD ; elle encourage un dialogue inclusif et des négociations sur le Nord.

Elections législatives : des experts français travaillent auprès des institutions chargées de l'organisation des élections et l'Union européenne a reconduit une mission d'observation électorale. L'armée française assurera la sécurisation des bureaux de vote avec l'armée malienne et la MINUSMA ;

Sécurité :

La France participe également à la stabilisation sécuritaire via Serval qui soutient la MINUSMA en cas de besoin et poursuit la lutte antiterroriste. La sécurisation à long terme passe aussi par la mission de formation européenne de l'armée malienne (actuellement, 2 bataillons formés sur les 4 prévus).

Le nombre de militaires français décroîtra progressivement : il y a 3 000 soldats français dans l'opération Serval à l'heure actuelle et l'objectif est de réduire progressivement ce dispositif pour maintenir une force de 1 000 hommes début 2014.

Un nouvel accord de défense entre la France et le Mali va être étudié.

Relance du développement :

- Un suivi bilatéral et multilatéral, par la mise en place d'un groupe de suivi de la conférence de Bruxelles, dont la première réunion a lieu à Bamako le 7 novembre.

- Appui aux projets structurants et suivi de ceux-ci via le site internet pilote du MAE sur la transparence de l'action de la France au Mali : <http://transparence.ambafrance-ml.org> . « *Si on réussit au Mali il y aura des retombées positives ailleurs* ».
- Le 11^{ème} FED 2014-2020 sera mis en œuvre par l'UE pour un montant qui reste à confirmer avec les États membres, le Commissaire au développement ayant annoncé une enveloppe prévisionnelle de 5 milliards d'euros pour le Sahel.
- Appui aux **stratégies Sahel** de l'Union Européenne et des Nations Unies (actions cordonnées dans la sous-région)
 - « *Le Mali est entré dans une deuxième transition avec le mandat du président IBK ; il faut réinventer notre partenariat, accompagner le pacte national sur place, lutter contre le terrorisme, se préoccuper des changements climatiques.* »
- Projets spécifiques :
 - Amélioration de la santé et de la qualité de vie de la population par la prévention et la prise en charge du diabète et de ses complications, dans la région de Ségou
 - Appui aux centres de formation professionnelle et aux directions régionales, développement de l'offre de formation aux métiers ruraux, renforcement institutionnel et développement des partenariats dans les Régions de Ségou et Sikasso ; développement d'une formation rapide aux métiers du BTP dans les Régions de Ségou, Sikasso, Mopti et Bamako pour 1000 jeunes.

Charles Josselin insiste sur la période charnière actuellement traversée.

« *La sortie de crise peut être la tentation d'une recentralisation et d'une militarisation du pouvoir. Or la sécurité ne passe pas seulement par la force mais aussi et surtout par la négociation. L'objectif est bien de « déconflicter » cette zone.*

Les points d'appuis de la décentralisation sont les collectivités maliennes qui doivent assurer les services de base : elles peuvent s'appuyer sur la coopération décentralisée.

Une préoccupation concernant les élections : les mouvements de population ont eu pour conséquence des difficultés, voire une **impossibilité de voter pour les personnes déplacées**.

Gardons à l'esprit que le processus sera long pour reconstruire la paix. *Que la France soit aussi impliquée dans la bataille de la paix qu'elle ne l'a été dans la guerre, en évitant l'ingérence* ».

1c. Suivi de la conférence de Bruxelles

Daniel Schlosser, représentant Pierre Duquesne, Ambassadeur chargé des questions économiques de reconstruction et de développement, en charge du groupe de suivi

Les engagements obtenus de la part des donateurs lors de la conférence de Bruxelles se sont opérés sur la base du plan de relance durable du Mali (PRED).

La place des collectivités territoriales y est centrale.

→ cf. Déclaration finale de la Conférence du 15 mai 2013

Le gouvernement malien est en train de travailler sur l'opérationnalisation du PRED.

Par ailleurs, les indicateurs du FMI sont au vert : 5 à 6 % de croissance pour le Mali sont annoncés, ce qui fait rêver un certain nombre de pays européens !

Prochaine échéance : La première réunion du groupe de haut niveau de suivi de la conférence de Bruxelles aura lieu le 7 novembre à Bamako. Il rassemblera autour du gouvernement malien des hauts représentants des principaux donateurs.

1d. Echanges avec la salle

Quelle est la position du MAE sur le MNLA ?

Le MNLA est signataire des accords de Ouagadougou qui réaffirme l'unité nationale et l'intégrité territoriale du Mali, ce qui l'engage, notamment dans le processus du désarmement ».

A quel moment les institutions reviendront-elles au Nord du fleuve Niger, de Tombouctou ? L'élection présidentielle n'a-t-elle pas été qu'une trêve ? Qu'en est-il du désarmement effectif ?

Selon L. Viguié, « *l'armée et l'administration maliennes doivent encore poursuivre leur redéploiement. Les groupes armés non terroristes doivent être désarmés et participer aux négociations. On a constaté quelques accrochages au Nord-Mali, et un bref retrait des groupes du Nord de la table des négociations* ».

représentant du Secrétaire général de l'ONU met en œuvre des processus pour désamorcer les conflits ; à Kidal, un groupe de suivi quotidien a été créé pour éviter les incidents MNLA/armée malienne, mais les tensions existent ».

Selon GM. Chauveau, « le représentant spécial de l'ONU au Mali, patron de la MINUSMA et ancien ministre néerlandais de la coopération Bert Koenders (rencontré pour la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, le 14/10 à Dubrovnik, lors de l'assemblée de l'OTAN. Il insiste sur l'implication de tous les acteurs et pouvoirs locaux.

Sur la sécurisation, la MINUSMA semble peiner à mobiliser des moyens ; 6000 hommes, des acteurs civils mais pas un seul hélicoptère par exemple ».

La reprise des services de l'État et des administrations locales reste aléatoire. Or tant que la sécurisation n'est pas faite, les réfugiés reviennent difficilement ».

Selon Boubacar Bah, « après 1992 et la signature du Pacte national, il n'y a pas eu de paix avant 1996... A Gourma Rharous, la mairie a été détruite... Il apparaît nécessaire de procéder par étapes. 10 bataillons de l'armée malienne sont à former, 4 sont actuellement en formation et on a peu de moyens pour la suite. La situation est différente de celle des années 1990, la situation libyenne a fragilisé la zone, les armements sont autres, plus sophistiqués, camouflés. Les difficultés du Nigéria avec Boko Haram, et du Niger (attentats d'AQMI) ont fait qu'ils ont retiré leurs troupes. L'Allemagne et les USA restent réticents à s'engager. Il n'y a pas de solutions toutes faites, toutes ces contraintes sont à prendre en compte. »

En France, nous avons une vision panoramique de la situation au Mali et au Sabel. La situation du Nord reste-t-elle une préoccupation du gouvernement malien ? De la population ? Ont-ils conscience que la paix n'est pas encore acquise ?

Selon B. Bah, « le taux de participation aux élections est la première réponse. Nous avons 190 000 réfugiés, 120 000 déplacés, comment les oublier ? Le peuple malien a dit à IBK : Ramenez nous la paix ! »

Comment les dysfonctionnements constatés lors de l'élection présidentielle sont-ils pris en compte pour les législatives ?

Selon B. Bah, « les nouvelles inscriptions sur les listes électorales sont enregistrées depuis le 1^{er} octobre ; les demandes de changement de bureau de vote sont étudiées ; les électeurs non pris en compte précédemment, notamment les jeunes, doivent se présenter pour obtenir leur carte électorale ».

La question du vote des réfugiés reste posée.

Concernant la décentralisation, comment les collectivités maliennes vont-elles s'organiser avec l'Etat pour négocier avec les bailleurs, être au cœur des dispositifs, mettre en place et suivre les projets ? Les fonds n'iront-ils pas tous au Nord et induire des frustrations Sud/Nord que l'on a déjà connues ?

Selon B Bah, « les 21, 22 et 23 octobre 2013, les Etats généraux de la décentralisation examineront ce qui a manqué à la décentralisation malienne : elle n'a pas été assez loin ? Elle a été confisquée par certains leaderships ? Une deuxième conférence complètera : les assises du Nord. »

Une convention est en cours de signature avec la France, l'Espagne, les Pays-Bas pour définir les priorités avec les collectivités maliennes et intervenir sur un programme conçu ensemble en matière de santé, éducation, réhabilitation des équipements. L'Allemagne pour sa part souhaite appuyer 24 communes.»

La France s'appuiera sur les partenariats existants avec les collectivités françaises.

Selon GM Chauveau, « les dispositifs mis en place par IBK lorsqu'il était Premier ministre pourraient être poursuivis : l'ANICT, les CCC devaient prendre la relève au sein des cercles. IBK souhaitait les remettre en ordre au niveau des régions. La question est posée et elle est devant nous ».

Quel rôle pour la société civile dans le dialogue inter malien nord sud ?

« Depuis janvier 2013 on a commencé, avec les associations des collectivités territoriales (municipalités, cercles, régions), à réfléchir au dialogue inclusif avec les ONG.

Qu'en est-il des déplacements au Mali ? Quelle coopération dans ces conditions et quelles perspectives ?

Selon L. Viguié, c'est une préoccupation constante du MAE : être au plus juste de la situation sécuritaire.

La zone rouge a été remontée au-delà de Mopti. Pour rappel, en zone orange, les déplacements ne sont pas interdits mais déconseillés sauf raison impérieuse.

Au Sud du Mali jusqu'au Nord de Mopti, les déplacements professionnels, dont les coopérations décentralisées, ne sont pas interdits. Il est toutefois indispensable de s'entourer de précautions, de se signaler à l'Ambassade de France via le logiciel Ariane, une formule simple et utile.

→ cf. MAE, <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays/mali-12287/>

→ Pour tout déplacement, penser à s'inscrire sur le site Ariane :
<https://pastel.diplomatie.gouv.fr/fildariane/dyn/protected/accueil/formAccueil.html>

→ Contact à l'Ambassade de France :
Camille Everaere, Chargée de mission Coopération Décentralisée et Non-Gouvernementale
Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) - Ambassade de France au Mali
Square Patrice Lumumba, B.P 84 Bamako - Mali
tél. : (223) 44 97 57 65 / (223) 90 56 31 69
camille.everaere@diplomatie.gouv.fr

Qu'en est-il des difficultés d'obtention de visas français pour les partenaires maliens ?

Il est possible de faire venir des partenaires en France : des instructions ont été données au consulat général pour faciliter l'obtention de visas dans les contraintes européennes.

Le MAE recommande d'aviser le Service de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France (cf. ci-dessus), bien avant de déposer les demandes de visas, et de déposer celles-ci le plus tôt possible.

→ cf. mai 2013 : correspondance entre Michel Delebarre, président de Cités Unies France et Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères, in « *Les collectivités françaises au Mali : Repères pour la coopération décentralisée franco-malienne en temps de crise* », Annexe 4, pp.44-47, Cités Unies France, juillet 2013

2. Démarches institutionnelles en cours

- Echange autour d'une démarche conjointe avec Coordination Sud
- Discussions avec les partenaires techniques et financiers en appui à la décentralisation au Mali ; échanges avec la Fédération Canadienne des Municipalités, l'agence de coopération des collectivités néerlandaises, la coopération allemande
- Information sur le Fonds de solidarité des collectivités françaises pour le Mali

2a. Démarche conjointe proposée par CUF et Coordination Sud

Nathalie Dupont (Responsable du pôle animation du plaidoyer à Coordination Sud), Olivier le Masson (Coordination Sud/GRDR), Constance Koukoui et Astrid Frey (Pôle Afrique Cités Unies France)

→ Cf. Note conjointe proposée : « **Pour un dispositif concerté de développement local et territorial au Mali** ». ⁴

L'objectif est de construire une démarche paritaire et mixte pour soutenir des initiatives conjointes entre la population civile et les collectivités françaises et maliennes.

Cette démarche s'inscrit dans le contexte des différents temps organisés en amont de la Conférence des donateurs qui a insisté sur la nécessité d'une approche concertée forte entre ONG et collectivités

⁴ Compte tenu des nombreuses remarques suscitées par la note, pendant et après la réunion, la démarche est en cours d'ajustement. Une nouvelle version sera diffusée ultérieurement.

territoriales afin de donner toute sa chance à la décentralisation et au développement à partir des territoires.

L'ambition conjointe est bien :

- De s'inscrire dans les dynamiques positives qui permettront de consolider le processus en cours de renouveau du Mali.
 - De poser les bases d'un mécanisme innovant de promotion des « dynamiques de développement territorial » associant l'ensemble des forces vives sur les territoires comme le prévoit les textes sur la décentralisation au Mali.
 - D'envisager ensemble toutes les formes de gouvernance possible à partir du moment où cette initiative serait co-portée par les organisations de la société civile (FOSC...) et les collectivités territoriales représentées par leurs associations faitières (AMM, ARM, ACCRM...).
 - De jouer sur les complémentarités entre les processus d'animation de territoire et de concertation pluri-acteurs (contenu de cette note) et les dispositifs actuels pour les collectivités (ANICT).
- Cette proposition est actuellement en cours de débat avec les associations des municipalités, des cercles et des régions du Mali ; les organisations membres du FOSC (Forum des Organisations de la Société Civile au Mali).

« Avancer ensemble, se compléter, en agissant au niveau des territoires, dans le cadre des plans locaux de développement économiques et sociaux et des compétences des collectivités maliennes ».

« Arrêter de nous opposer ONG et CT ; d'opposer la démarche territoriale à la démarche sectorielle ;

« Déboucher sur des programmations flexibles pour l'ensemble des régions du Mali et travailler en lien avec les réseaux existants ; favoriser les liens entre CT maliennes de régions différentes ».

« Cette note est le fruit d'un premier travail entre CUF et une coordination d'ONG. La construction est à confronter au Mali et en France et à poursuivre ».

Echange avec la salle⁵ :

Concernant les objectifs de la démarche :

« Si la note va vers une rationalisation des interventions, d'une coordination, d'une concertation, cette démarche est pertinente, pour éviter les effets contre productifs sur le terrain. »

« Travailler en France à la coordination reste en effet complexe »

« Il importe de ne pas transposer au Mali les questionnements français, mais bien de soutenir la construction des pouvoirs locaux. »

« Il faudrait mettre davantage en relief que le cœur de cette initiative doit se situer au Mali ».

Concernant la place et les compétences des CT et de la société civile maliennes :

« L'initiative doit venir des Maliens, principe que devrait réaffirmer par exemple les trois journées des Etats généraux sur la décentralisation. »

« Avancer dans la réflexion et ne pas prendre la place des CT maliennes dans la conception ».

« Des plans existent déjà au sein des CT maliennes, très précis, il importe de les faire vivre. »

« Il est entendu que les collectivités maliennes doivent porter elles-mêmes le développement de leur pays. Notre rôle est de les accompagner de manière cohérente. »

« La gouvernance locale passe par des élus démocratiquement désignés, des services efficaces, du personnel formé. »

« Quelles sont les compétences des collectivités maliennes et qui coordonne quoi ? Nous constatons que nous sommes nombreux à intervenir sur un même territoire, mais qui, au Mali doit coordonner l'ensemble des actions : le maire, le président de cercle, ou le président de région ? Ou les bailleurs qui définissent eux-mêmes les territoires qu'ils souhaitent soutenir ? »

Concernant les acteurs à mobiliser :

« Les territoires doivent être au centre de notre réflexion, de notre concertation pour mettre ensuite autour de la table l'ensemble des acteurs potentiels européens et français : associations et CT, mais aussi secteurs de la recherche, entreprises quand on connaît les potentialités existantes au Mali ».

⁵ Vu l'intensité des échanges, les propos les plus marquants sont restitués tels quels, regroupés par catégorie non figée.

« Cette note peut être pertinente côté français en premier lieu pour impliquer les entreprises locales, susciter le mécénat, associer tous les acteurs, rechercher l'articulation en France avec les acteurs déjà constitués en région, tels que les réseaux régionaux multi-acteurs »

Concernant les partenariats existants sur le terrain, entre CT et ONG :

Exemple de l'assainissement de Bamako et de l'accompagnement des CT : « pour monter des projets communs entre CT intervenant dans la capitale, le renfort des ONG n'est pas de trop... »

Concernant la diversité et l'hétérogénéité des partenariats de coopération décentralisée :

« Comment faire entrer l'assainissement de Bamako en compétition avec la sécurité alimentaire d'une petite ville de 4000 habitants sur les rives du Niger ? »

« Comment aller jusqu'aux petites CT qui n'ont ni visibilité, ni moyens, ni relations ? Seules des actions concertées et très locales peuvent y répondre... »

« En France, les textes sur la coopération décentralisée ont évolué ; l'action extérieure des collectivités rassemble du monde, avec un déficit de communication et d'intérêt parce qu'elles sont, souvent, nées de relations personnelles. Une coordination au Mali peut être utile ».

Concernant les conventions de partenariat et les différences de rythme entre ONG et CT :

« Les ONG sont beaucoup plus réactives que les CT ; quel rythme commun pourra-t-on trouver dans le travail ensemble ? »

« CUF envisage-t-elle d'appuyer les engagements pris entre CT françaises et maliennes ? Qu'en est-il des collectivités françaises qui ont signé une convention et qui ne s'impliquent pas dans la mise en œuvre de cette convention ? »

« La coopération décentralisée est basée sur des conventions avec des objectifs précis approuvés par les deux CT, en France et au Mali. Il peut s'avérer difficile de mobiliser des ressources des partenariats qui se diversifient et s'amplifient. Mieux connaître les compétences des collectivités s'impose. Un fonds collectif est-il compatible avec une convention de coopération décentralisée ? »

Remarques des intervenants en tribune :

Selon Charles Josselin : « Cette procédure répond à Bruxelles qui ne souhaite pas choisir entre ONG et CT ; il est certes capital de plaider pour assurer aux CT et à la société civile malienne une implication dans la mise en œuvre et la répartition des fonds promis ; mais jusqu'où aller ?

J'ai plaidé depuis longtemps pour un dialogue CT et ONG, en France et dans les pays partenaires.

Il importe de conforter les CT maliennes. Nous sommes partenaires dans la promotion de la gouvernance locale, assumée par des élus démocratiquement désignés, s'appuyant sur des services qui ne sont pas encore en place à certains endroits.

Les CT ne sont pas la société civile : le statut de service public est à défendre.

Nous avons à promouvoir la construction de pouvoirs locaux comme levier de développement ; être ensemble pour peser plus fort, oui.

La lecture du texte se heurte à la gestion compliquée du temps, mais il importe de mettre davantage les CT maliennes au centre de cette réflexion ».

Selon B. Bah, « On peut capitaliser ce que nous faisons déjà et se poser les questions suivantes : comment associer tous les acteurs ? Comment construire suivant les territoires ? Comment la tutelle peut-elle se sentir concernée par ces actions dans un cadre législatif contraignant mais nécessaire ?

En valorisant les effets de leviers, en donnant de nouvelles capacités de négociation aux CT. « Je me reconnais dans ce texte qui peut être enrichi par nos pratiques ».

Selon GM Chauveau, « Il a fallu des années pour que des coordinations se mettent en place ; elles ne datent que de quelques années. Bert Koenders patron de la MINUSMA plaide pour un programme de solidarité mis en place par le Mali ; mais l'ONU et l'UE demandent aussi de coordonner les interventions ».

Selon Nicolas Wit, « il y a risque de recentralisation au Mali pour réaffirmer l'autorité de l'Etat ; d'où l'importance de reconstruire des espaces de liberté pour les CT, de faire vivre la solidarité ; CUF tente de valoriser le réseau des CT auprès de l'Etat français et de l'AFD. Le travail est-il possible entre ONG maliennes ? »

→ **Prochaine étape** : au vu de l'ensemble des remarques, le texte est à clarifier et à faire évoluer.

Le dispositif a pour objectif principal d'améliorer la concertation locale entre plusieurs acteurs et de permettre aux compétences des uns et des autres de se compléter, en tenant compte des déséquilibres territoriaux.

Il s'agit également d'inciter les bailleurs à s'ouvrir à des modes de gouvernance qui dépassent la seule logique sectorielle, en plaçant la maîtrise d'ouvrage des collectivités maliennes au centre.

Toutes les remarques faites par les participants permettront ainsi d'affiner et d'ajuster la démarche, face au constat que les instruments proposés aujourd'hui tendent à cloisonner ONG et collectivités.

→ A propos des **compétences des collectivités maliennes**, sur lesquelles plusieurs participants demandent des précisions : voir l'extrait du « Dossier pays » publié par Cités Unies France en 2008, in « Les collectivités françaises au Mali : Repères pour la coopération décentralisée franco-malienne en temps de crise », pp 6-10, CUF, juillet 2013

→ Pour un regard rétrospectif et prospectif sur la décentralisation au Mali : « Note sur les fondements, le bilan et les perspectives de la Reforme de décentralisation de la gestion publique au mali », Osmane Sy, septembre 2013⁶

2b. Discussions en cours avec les partenaires techniques et financiers en appui à la décentralisation au Mali

Pour relever les défis de la crise malienne, les associations maliennes de collectivités, la Fédération canadienne des municipalités, l'association des municipalités néerlandaises et Cités Unies France réfléchissent à une Plateforme internationale.

Le ministère français des Affaires étrangères et l'Agence française de Développement sont informés de cette initiative. Les associations françaises de collectivités sont invitées à s'associer à cette démarche.

Via la coopération allemande qui anime le groupe de PTF en appui à la décentralisation malienne, CUF informera ses membres sur les stratégies et programmes de ces PTF au Mali, par région et par domaine.

2c. Information sur le Fonds de solidarité des collectivités françaises pour le Mali

La seconde réunion du comité des collectivités donatrices s'est tenue le 15 octobre, de 10h30 à 12h30 dans les locaux de Cités Unies France, en présence du ministère des Affaires étrangères et de l'Association des Municipalités du Mali.

Un point a été fait sur :

- l'abondement du fonds par les collectivités françaises
- la contribution du MAE, attendue depuis l'annonce du 19 mars 2013 par le ministre Fabius à Lyon, lors de la journée : « Les collectivités territoriales pour la paix et le développement du Mali ».
 - > *Cette contribution a été versée à Cités Unies France le 23 octobre.*
- les premières activités au Mali, la communication en France

⁶ Ousmane Sy, ancien chef de la Mission de décentralisation, ancien ministre de l'administration territoriale, ancien secrétaire général de la Présidence de transition

3. Echos des partenariats de coopération décentralisée

3a. Présentation du recensement des actions menées depuis mars 2012

Après la publication en ligne mi-septembre, de nouvelles fiches ont été reçues, d'autres actualisées. La nouvelle version au 25 octobre 2013 est à présent disponible.

Diffusion aux membres et partenaires du groupe-pays Mali et mise en ligne sur le site de CUF : début novembre (lien : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1826>)

Pour ceux qui n'ont toujours pas transmis le fiche de leur partenariat ou qui souhaitent l'actualiser, merci de la retourner **avant le 30 novembre 2013**.

→ Voir en annexe le sommaire des partenariats figurant dans le document, au 08 novembre 2013.

Rappel : Ce recensement est une compilation des réponses apportées au questionnaire, sous forme de fiche à remplir adressée par le pôle Afrique de CUF, à l'attention d'une centaine de collectivités territoriales et associations de jumelage françaises, entre avril et juillet 2013.

Son objectif est de présenter les initiatives des collectivités et associations de jumelage durant la crise malienne et les perspectives des partenariats dans ce contexte.

En conséquence, il ne remplace pas la présentation détaillée des partenariats qui figure dans l'atlas en ligne du Ministère des Affaires étrangères (MAE) ou encore dans le répertoire édité par CUF en 2008.

Cette compilation complète l'ouvrage « Les collectivités françaises au Mali : Repères pour la coopération décentralisée franco-malienne en temps de crise », réalisé par Cités Unies France à la demande du MAE, en juillet 2013, téléchargeable en ligne (<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1826>)

3b. Echos des partenaires, activités et missions récentes

Ces dernières semaines, plusieurs collectivités et associations ont pu se rendre à Bamako (Région Nord Pas de Calais/Région de Kayes, Montreuil/Cercle de Yélimané, Comité de Jumelage Quetigny/Bous/Koulikoro, Gentilly/Duguwolowila, Angers/Bamako, ou ont reçu leurs partenaires maliens en France (Conseil général et communes des Yvelines en partenariat avec l'association Binkad, etc.).

→ Ce point n'ayant pu être abordé le 15 octobre, vous êtes invités à transmettre impressions et résultats que vous jugez utiles aux membres du groupe-pays Mali.

3c. Bilan des appels à projets MAE/DAECT annuel et triennal ; calendrier des prochains appels

La Délégation à l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales (excusée pour cette réunion) invite les collectivités françaises à consulter régulièrement les pages dédiées sur le site du MAE : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/action-exterieure-des/appels-a-projets-et-fonds-en/>

4. Activités et perspectives collectives du groupe-pays Mali, 2012-2014

4a. Retour sur les activités du groupe-pays en 2012 :

- Pages « actualités Mali » du site CUF :
http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique57#pagination_actu

4b. Ateliers géographiques et thématiques du 27 mai 2013 :

- La synthèse des « mini-ateliers » géographiques et thématiques, organisés simultanément le 27 mai 2013 dans les locaux de Cités Unies France, est désormais disponible. Elle est diffusée au groupe-pays Mali.
- En annexe : liste des ateliers du 27 mai

4c. Rencontre du 1^{er} juillet 2013, dans le cadre du Forum de l'action internationale des collectivités, Palais des Congrès de Paris :

- Le résumé de cet échange convivial entre la délégation malienne et les membres du groupe-pays Mali présents, sont intégrés aux actes du Forum, en cours de réalisation par CUF et les co-organisateurs du Forum.

4d. Rencontre du 03 juillet 2013 avec le Centre de Formation des Collectivités Territoriales et l'Ecole Nationale d'Administration du Mali (locaux de Cités Unies France) :

- Cf. Synthèse de la rencontre, diffusée au groupe-pays Mali.

A propos du CFCT :

- Cf. Dépliant diffusé au groupe-pays Mali et distribué le 15 octobre.

Boubacar Maïga, Conseiller Pédagogique du Centre de Formation des Collectivités Territoriales au Mali et Philippe Vion, Expert technique.

C'est le seul centre reconnu et appuyé par l'Etat Malien. Il a été créé en 2007 par décret (disponible sur demande).

Objectifs et rôle du CFCT dans le cadre de la décentralisation : renforcement des capacités des élus et fonctionnaires des CT.

Depuis 2008, plus de 700 fonctionnaires ont été formés. Plus de 50 modules de formation ont été créés.

Le centre fait partie du réseau de formation des acteurs de la décentralisation en Afrique de l'Ouest.

Le CFCT souhaite nouer des partenariats avec des CT françaises engagées dans la formation d'élus et d'agents maliens.

Un nouveau siège a été construit ; il dispose de bureaux fonctionnels, de salles pour l'organisation de réunions et de formations, d'une capacité d'hébergement sur place.

4e. Perspectives thématiques, outils à développer par et pour la coopération décentralisée.

Ce point, partiellement abordé durant la réunion, est introduit ici. Les membres du groupe-pays Mali sont invités à réagir, d'ici fin 2013. Il fera l'objet d'une prochaine rencontre, dont le format reste ouvert.

Pour information, le comité de jumelage tripartite Bous(Allemagne)/Koulikoro(Mali)/Quetigny(France) a fait les propositions suivantes en amont de la réunion, qui n'ont pu être présentées:

Résumé et extraits :

« Nous souhaitons que Cités Unies France nous donne l'occasion d'échanger en sous groupes de travail thématiques d'acteurs de la coopération (partage d'expériences, erreurs des uns à éviter par les autres, repérage des pratiques fructueuses ...) entre les "jumelage-coopération" d'envergure équivalente sur la mise en place concrète des projets de coopération, dans des domaines d'intervention communs, peut-être par sous-groupe moins nombreux de personnes volontaires pour ce type d'échange ? »

« Les réunions (plénières) rassemblent selon le modèle conférence et sur une durée inférieure au temps de trajet, des participants très nombreux qui écoutent principalement, salariés de collectivité régionale ou départementale(...) ou bénévoles d'associations (...).

Comment tirer profit de réunions d'échanges réguliers d'expériences autour d'une table sans passer de temps à de longues présentations ?

-> *Un appel est lancé aux volontaires pour mettre en place des groupes de travail, d'échanges voire d'actions communes, dans les domaines suivants : santé, agriculture, gestion des déchets, éducation, jardins d'enfants, bibliothèque, apprentissage professionnel.*

Pour mémoire : Bien avant le début de la crise malienne, plusieurs espaces de réflexion souples avaient été mis en place, soit au sein soit en marge du groupe-pays Mali, avec un fonctionnement propre, à l'initiative de collectivités membres, de structures partenaires ou de Cités Unies France. Certains ont donné lieu à la mise en place de groupes thématiques transversaux au sein de CUF, d'autres ont fait l'objet de publications, de rencontres organisées en partenariat avec des organismes divers. Par exemple :

- **santé :** le groupe santé Mali a été pendant plusieurs années l'équivalent en France du groupe pivot santé au Mali, financé par l'AFD dans le cadre du « Programme concerté santé Mali, co-animé au Mali et en France par des CT et des ONG. Depuis la fin du financement, la question est posée de la poursuite des activités. Contact à CUF : Astrid Frey.
Voir également l'étude transversale : « Coopération décentralisée et santé en Afrique de l'Ouest et à Madagascar », mars 2012
(<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article618>)
- **crises alimentaires :** les travaux ont été de deux ordres. D'une part l'étude menée avec le CFSI en 2008-2010 dans le contexte des émeutes de la faim : « Coopération décentralisée et alimentation en Afrique – Agriculture et développement rural », mars 2010 (<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1460>) ; d'autre part la recherche d'informations et l'identification d'organismes référents fin 2011, qui ont donné lieu à la rencontre du 19 janvier 2012 (<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1427>). Actuellement, CUF réfléchit à une actualisation de l'étude. Est également prévue, la mobilisation de collectivités engagées en France et dans leur partenariat, en matière d'agriculture familiale (année internationale 2014). Contact à CUF : C. Koukoui.
- **coopération transfrontalière,** en partenariat avec la Mission Opérationnelle Transfrontalière : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1240>
- **formation,** avec le CFCT et le CNFPT : réflexion entamée en 2011, présentée lors de la réunion du groupe-pays Mali du 22 mars 2012, suspendue durant la crise malienne. Les échanges ont repris avec la venue en France du CFCT, le 3 juillet dernier et à l'occasion de cette réunion du 15 octobre.
- **région de Mopti :** à l'initiative du président de la région de Mopti et du Conseil général Ille et Vilaine. Une identification précise des partenariats a été menée, des rencontres ont eu lieu en marge ou au sein du groupe-pays Mali. A ce jour, la ville d'Orchies (Nord Pas de Calais), avec un partenariat naissant avec Bandiagara, a souhaité réunir pour mieux connaître les collectivités françaises partenaires de collectivités maliennes du cercle de Bandiagara.
- **tourisme :** fait l'objet d'un groupe thématique transversal au sein de CUF, plusieurs CT du groupe-pays Mali y ont participé. Contact à CUF : Anne-Claire Gaudru (<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique31>)

Nota bene : ce type d'espaces ne peut fonctionner qu'avec une implication effective de membres du groupe-pays intéressés, disponibles pour assurer une veille documentaire sur le sujet, animer des réflexions, identifier des personnes ressources et organismes référents, appuyer l'organisation de réunions, à Paris mais aussi, décentralisées en région, restituer au groupe-pays des informations collectées lors de participation à des événements organisés par d'autres.

En particulier, les réseaux régionaux multi-acteurs proposent des réflexions et activités qui complètent et alimentent les informations mis à disposition par CUF.

-> Le pôle Afrique répondra aux souhaits des membres du groupe-pays Mali, dans la limite des ressources humaines et logistiques disponibles, et en articulation avec les **groupes pays et espaces thématiques existants au sein de CUF** : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique49>.

Le pôle Afrique de Cités Unies France remercie les participants qui ont contribué à la rédaction de ce compte-rendu.

ANNEXES

- ANNEXE 1 : Liste des présents et excusés
- ANNEXE 2 : Liste des documents distribués ou disponibles
- ANNEXE 3 : Liste des fiches de partenariats reçues pour le recensement des initiatives de la coopération décentralisée durant la crise malienne
- ANNEXE 4 : Calendrier (non exhaustif, à compléter par les participants)
- ANNEXE 5 : Liste des ateliers organisés le 27 mai 2013

ANNEXE 1 :
Présents et excusés, réunion plénière du groupe-pays Mali, 15 octobre 2013
NB Merci de nous signaler toute erreur ou omission

Présents :**PRESENTS**

N.	Collectivité/organisme	Nom	Prénom	Fonction
1.	ACTION MOPTI	PEGUET	Jacques	Président de l'association
2.	AFDI	PAVIOT	Marie	Chargée de mission
3.	AFRIQUE VERTE	MERSADIER	Gilles	Coordinateur
4.	AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT - AFD	BERINCHY	Quentin	Chargé de mission Collectivités territoriales
5.	ALENCON	BENAUD	Eric	Coordinateur des jumelages
6.	ALENCON	FORVEILLE	Lucienne	Adjoint aux relations internationales
7.	ALENCON	JOURDAIN	Bernard	Président du Comité de jumelage
8.	ALENÇON / COMMUNAUTE URBAINE D'ALENCON	BINAUD	Jean-Marc	Chargé de mission / Direction générale des Services
9.	ANGERS	CAMARA TOMBINI	Silvia	Adjointe au maire
10.	ANGERS	DEBALLON	Marion	Chargée de mission
11.	ANGOULEME	DEVAUD	Guy	Membre du Comité de jumelage
12.	ASSOCIATION DES REGIONS DE France	NICOLAS	Valérie	Déléguée aux relations internationales
13.	ASSOCIATION BINKAD	HUGON	Annick	Présidente
14.	ASSOCIATION CORENS REGION NORD PAS DE CALAIS	LEDOUX	Hubert	Journaliste
15.	ASSOCIATION DE COOPERATION MALI-HAUTE-MARNE	LE BLANC	Loïc	Secrétaire
16.	ASSOCIATION DES MUNICIPALITES DU MALI	BAH	Boubacar	Président de l'association
17.	ASSOCIATION DES MUNICIPALITES DU MALI	DIAKITE	Youssef	Directeur exécutif
18.	ASSOCIATION ESSONNE SAHEL	GAGET	Jean-Luc	Président de l'association
19.	ASSOCIATION ESSONNE SAHEL	YTHIER	Maïlys	Chargée de mission
20.	AUBERVILLIERS	SEMEDO	Carlos	Responsable de la Vie associative et des relations internationales
21.	CENTRE DE FORMATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (CFCT)	MAIGA	Boubacar	Conseiller pédagogique
22.	CENTRE DE FORMATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (CFCT)	VION	Philippe	Expert CIM/GIZ (coopération allemande)
23.	CHILLY MAZARIN	PIQUE	Claudie	Présidente du Comité de jumelage
24.	CITES UNIES FRANCE	CHAUVEAU	Guy-Michel	Président du groupe-pays Mali
25.	CITES UNIES FRANCE	FREY	Astrid	Chargée de mission
26.	CITES UNIES FRANCE	JOSSELIN	Charles	Président d'honneur
27.	CITES UNIES FRANCE	KOUKOU	Constance	Chargée de mission
28.	CITES UNIES FRANCE	WIT	Nicolas	Directeur général adjoint
29.	CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE (CNFPT) PARIS	KORB	Andreas	Chef de projet
30.	COMITE DE JUMELAGE DE ANGOULEME	LABARUSSIAS	Aurore	Chargée de Projet
31.	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION PLAINE COMMUNE	HERRMANN	Jean	Chargé de mission
32.	CONSEIL GENERAL D'ILLE ET VILAINE	LEFEUVRE	Sébastien	Chargé de coopération décentralisée
33.	CONSEIL GENERAL DE L'ALLIER	HERUPE	Véronique	Chargée de coopération décentralisée

PRESENTS

N.	Collectivité/organisme	Nom	Prénom	Fonction
34.	CONSEIL GENERAL DE L'AVEYRON	BLANQUET	Pierre-Marie	Vice-président délégué aux relations internationales
35.	CONSEIL GENERAL DE L'ESSONNE	DE LABARRE	Renaud	Chargé de coopération
36.	CONSEIL GENERAL DE L'ESSONNE	FERRARI	Luis	Conseiller technique du président
37.	CONSEIL GENERAL DE L'ESSONNE	GRANDU	Nicolas	Chargé de mission à la coopération décentralisée
38.	CONSEIL GENERAL DU HAUT RHIN	EDEL	Claire	Chargée de mission
39.	CONSEIL GENERAL DU PAS DE CALAIS	BOUTROU	Cyril	Chargé de mission
40.	CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE	HURE	Arnaud	Chargé de mission aux relations internationales
41.	CONSEIL REGIONAL DE BRETAGNE	YVERGNIAUX	Alain	Conseiller du président
42.	CONSEIL REGIONAL NORD PAS DE CALAIS	DUFLY	Odile	Chargée de mission
43.	CONSEIL REGIONAL PAYS DE LA LOIRE	PAPIN	Philippe	Conseiller régional
44.	CONSEIL REGIONAL RHONE ALPES	AUDUC	Arnaud	Chargé de mission
45.	CONSEIL REGIONAL RHONE ALPES	SURDON	Christine	Chargée de Coopération Internationale
46.	COORDINATION SUD	DUPONT	Nathalie	Responsable Animation Plaidoyer
47.	DOURDAN/MALIANCE	PINTHON	Martine	Membre du Comité de jumelage
48.	EAU VIVE	BINEAU	Virginie	Directrice adjointe
49.	EVRY	OLIVIER	Christian	Conseiller municipal déléguée aux relations internationales et aux jumelages
50.	EVRY/CAECE	OULD-ISSA	Marie-France	Chargée de mission coopération décentralisée
51.	FONDATION SADEV MALI	HUART	Antoine	Délégué général
52.	GENTILLY	VUE	Aline	Responsable des relations internationales
53.	GERARDMER/COMITE DE JUMELAGE GERARDMER-TIDARMENE	LEPAGE	Francine	Trésorière du comité de jumelage
54.	GRDR	CAMARA	Lamine	Chargé de mission PAIDEL3
55.	GRDR	CASALEGNO	Pauline	Coordinatrice GRDR Nord Pas de Calais
56.	GRDR	LE MASSON	Olivier	Chargé des Partenariats Afrique et Europe
57.	HENNEBONT/ JUMELAGE HENNEBONT-MOURDIAH	LE BORGNE	Renée	Responsable du jumelage
58.	HENNEBONT/ JUMELAGE HENNEBONT-MOURDIAH	LIEVAL	Sylviane	Trésorière du Comité de jumelage
59.	HORIZONS SOLIDAIRES	TERA	Zaynab	Coordinatrice
60.	IVRY SUR SEINE	BARRES	Anne-Laure	Responsable des relations internationales
61.	IVRY SUR SEINE	GUENZI	Maurice	Trésorier de Comité de Jumelage
62.	LA BRESSE	VAXELAIRE	David	Président du Comité de jumelage
63.	LA FLECHE	CHAUVEAU	Guy-Michel	Député-Maire
64.	LILLE	CAQUANT	Sidonie	Chargée de mission
65.	LYON/GRAND LYON	DI LORETO	Philippe	Responsable du pôle coopération décentralisée
66.	MAXEVILLE	BEGORRE	Henri	Maire
67.	MAXEVILLE	ROUSSEL	Céline	Chargée de mission
68.	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	BERETZ	Elise	Conseillère parlementaire au cabinet du Ministre délégué
69.	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	CARDILES	Etienne	Chargé de mission Sous-direction de la gouvernance démocratique (DBM/GOUV)
70.	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	OLMEDO	Alexandre	Rédacteur, Sous-direction d'Afrique occidentale - Mali, Sécurité au Sahel /DAOI
71.	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	SCHLOSSER	Daniel	Conseiller auprès de l'Ambassadeur DGM/RECDEV
72.	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	VIGUIE	Laurent	Sous Directeur Afrique Occidentale/DAOI
73.	MONTREUIL	TARRIT	Fabrice	Chargé de projet

PRESENTS

N.	Collectivité/organisme	Nom	Prénom	Fonction
74.	ORCHIES	SAVARY	Nadine	Adjointe au maire
75.	PACÉ/JUMELAGE PACÉ-KONNA	JOUAN	Marie-Pascale	Membre du Comité de jumelage
76.	PARIS	MONCEAU	Anne-Sophie	Chargée de mission
77.	PONTIVY	LE ROUX	Jean-Michel	Président du Comité de jumelage
78.	PS-EAU (PROGRAMME SOLIDARITE EAU)	AUBOURG	Guillaume	Directeur adjoint
79.	QUETIGNY/COMITE DE JUMELAGE QUETIGNY-BOUS-KOULIKORO	ORMANCEY	Ghislaine	Vice-présidente du comité de jumelage
80.	RONCQ/COMITE DE JUMELAGE RONCQ-SELINKEGNY	COUVREUR	Marie-Josephe	Administratrice du Comité de jumelage
81.	RONCQ/COMITE DE JUMELAGE RONCQ-SELINKEGNY	LECOMTE	Patrick	Président du Comité de jumelage
82.	RONCQ/COMITE DE JUMELAGE RONCQ-SELINKEGNY	THIBAUT	Brigitte	Secrétaire du Comité de jumelage
83.	SAINT DENIS	SEYDI	Juliette	Chargée de mission relations internationales
84.	SAINT JEAN DE BOISEAU	COSTANTINI	Marie-France	Adjointe aux relations internationales
85.	SAINT JEAN DE MAURIENNE	VERMENOT	Jean-Didier	Président du Comité de jumelage
86.	SAINT MICHEL SUR ORGE	LAFORET	Alain	Président de l'association
87.	SANTE MALI RHONE-ALPES (SMARA)	MOULINIER	Claude	Responsable des programmes
88.	SANTE MALI RHONE-ALPES (SMARA)	VILLENEUVE	Elyane	
89.	THIONVILLE	DENOT	Jean-Jacques	Membre du Comité de jumelage
90.	TREMBLAY EN FRANCE	NGNINTENG	Prisca-Diane	Chef de Projet coopération internationale
91.	VIROFLAY	BOST	Jean-François	Membre

ANNEXE 1 (suite) :
Présents et excusés, réunion plénière du groupe-pays Mali, 15 octobre 2013
NB Merci de nous signaler toute erreur ou omission

Excusés :**EXCUSÉS**

N.	Collectivité / Organisme	Nom	Prénom	Fonction
1	AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT - AFD	VALLEUR	Sébastien	Coordinateur régional
2	ALTHEN DES PALUDS	STANZIONE	Lucien	Maire
3	AMBASSADE DE FRANCE AU MALI	EVERAERE	Camille	Chargée de mission Coopération décentralisée
4	AMBASSADE DE FRANCE AU MALI	GUEYMARD	Yves	Conseiller de Coopération et d'Action Culturelle
5	AMBASSADE DU MALI EN FRANCE	TOURE	Boubacar Sidiki	Ambassadeur
6	AMBASSADE DU MALI EN FRANCE	TANDIA	Fatoumata	Conseillère
7	AMBASSADE DU MALI EN FRANCE	DIARRAH	Gaoussou	Conseiller économique
8	ARCADE UNE TERRE POUR VIVRE	GEHIN	Valerie	Coordinatrice
9	ASSOCIATION DES MUNICIPALITES DU MALI	MAIGA	Samba Harber	Chargé de programme
10	BRAINE	MAMDY	Françoise	Présidente du comité de jumelage
11	CENTRAIDER	OLIVIER	Morgane	Chargée de mission
12	CENTRE DE FORMATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (CFCT)	SAMAKE	Therese Nagnouma	Directrice
13	CITES UNIES FRANCE	DE REKENEIRE	Sarah	Chargée de mission
14	CITES UNIES FRANCE	GALLET	Bertrand	Directeur général
15	CLAMART	MORGERE	Françoise	Adjointe au maire
16	CONSEIL REGIONAL RHONE ALPES	MOREIRA	Véronique	Vice-Présidente, déléguée à la Solidarité Internationale
17	GENTILLY	SANOKHO	Bamadi	Adjoint aux relations internationales
18	GROUPE D'AMITIE DE L'ASSEMBLEE NATIONALE	LONCLE	François	Député de l'Eure, membre de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale
19	HORIZONS SOLIDAIRES	TAVERNIER	Marie-Odile	Membre du Conseil administratif
20	LA BRESSE	VAXELAIRE	Guy	Maire
21	LA FOUILLOUSE	CHAZELET	Pierre	Président du comité de jumelage
22	LA ROCHETTE	SEIGLE-FERRAND	Bernard	Président de l'association de coopération décentralisée ARCADE
23	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	ROGER-LACAN	Véronique	Chef de mission Mali Sahel (n'est plus en poste)
24	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	PASTERNAK	Andrée	Chargée de mission DAECT
25	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES	DUQUESNE	Pierre	Ambassadeur
26	MULHOUSE	MOSER-FAESCH	Martine	Chargée de mission aux relations internationales
27	PACE	JOUAN	Bernard	Président du Comité de Jumelage
28	PARIS	SCHAPIRA	Pierre	Adjoint au maire, délégué aux relations internationales
29	VIROFLAY	RAGUSA	Brigitte	Présidente de l'association de jumelage

ANNEXE 2 :
Liste des documents distribués le 15 octobre
ou disponibles à partir du 25 octobre 2013

- Ordre du jour de la réunion du 15 octobre 2013
- Liste des membres du gouvernement malien du 8 septembre 2013
- Les 34 ministres du gouvernement malien et leur CV :
<http://revuedepressecorens.wordpress.com/2013/09/08/les-34-ministres-du-nouveau-gouvernement/>
- Plan pour la relance durable du Mali, mai 2013
- Plan d'actions prioritaires des collectivités maliennes, juin 2013
- Recommandations des Etats généraux de la décentralisation, Bamako, 21-23 octobre 2013
- « Note sur les fondements, le bilan et les perspectives de la Reforme de decentralisation de la gestion publique au mali », Osmane Sy, septembre 2013
- Dépliant de présentation du Centre de Formation des Collectivités Territoriales (CFCT)
- Note de proposition conjointe CUF – Coordination Sud : « Vers un dispositif concerté
- Ouvrage « Les collectivités françaises au Mali : Repères pour la coopération décentralisée franco-malienne en temps de crise », CUF, juillet 2013
- La coopération décentralisée franco-malienne en temps de crise (2012-2013), Initiatives recensées par le pôle Afrique de Cités Unies France, d'avril à **octobre** 2013

ANNEXE 3 :
Liste des fiches de partenariats reçues pour le recensement des initiatives
de la coopération décentralisée durant la crise malienne
Liste mise à jour au 08/11/2013

Document complet disponible en ligne :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1826>

Nota bene :

- Les intitulés des collectivités correspondent aux renseignements fournis
- Les fiches ajoutées de septembre à novembre sont mentionnées en vert.

Bamako :

Mairie d'Angers / Mairie de Bamako
 Maxéville / Communes III, V et VI de Bamako
 Aix-en-Provence / Commune V de Bamako
 Mairie de Paris / Mairie du district de Bamako
 Grand Lyon / District de Bamako

Bordeaux/ Bamako (à venir)

Communauté d'agglomération Evry Centre Essonne et Ville d'Evry / Commune V de Bamako

Région de Kidal :

Réseau des Partenaires de la Région de Kidal / Région de Kidal

Région de Tombouctou :

Comité de jumelage de St-Michel sur Orge / Ber
 Conseil général de l'Allier / Cercle de Niafunké
 Conseil régional d'Auvergne / Conseil régional de Tombouctou
 Conseil régional Rhône-Alpes / Conseil régional de Tombouctou

Région de Gao :

Commune de La Bresse / Commune de Ménaka
 Commune de Gerardmer / Commune de Tidarmene
Commune de Thionville / Commune de Gao

Région de Mopti :

Orchies / Bandiagara
 Ville de Lille / Cercle de Bandiagara
 Ville de Mulhouse / Commune rurale de Fakala
 Ville de Rennes / Conseil de Cercle de Bandiagara
Maurepas / Mopti
 Conseil général d'Ille et Vilaine / Conseil régional de Mopti
 Conseil régional du Centre / Conseil régional de Mopti

Région de Mopti et de Kayes :

Conseil général de l'Essonne / Conseils de Cercle de Douentza, Diema et Nioro-du-Sahel

Région de Kayes :

Ville de Montreuil / Syndicat Inter collectivités Meraguemou de Yélimané
 Mairie de Saint-Denis / Communes de Djelebou, Karakoro et Sahel
 Mairie de Marolles en Hurepoix / Commune rurale de Lakamané
 Ville de Cachan / Ville de Diakon
 Bures-sur-Yvette / Commune de Korera-Kore
 Roncq / Selinkeyny
 Ville de Dourdan / **Maliance** / Troungoumbe
 Pierrefitte sur Seine / Koussane
 Faches Thumesnil / Tinkare

Divion/ Kirane Kaniaga

Ivry-sur-Seine/ Dianguirde (Cercle de Diéma)

Communauté d'agglomération Evry Centre Essonne / Commune Urbaine de Kayes

Communauté d'agglomération Plaine Commune / Association des communes de Guidimakha Kafo

Conseil général du Pas de Calais / Conseil de Cercle de Keniaba

Conseil régional Nord Pas de Calais / Conseil régional de Kayes

Conseil général du Pas de Calais, Conseil régional Nord Pas de Calais, Association Corens/ Conseil régional de Kayes + Cercle de Kéniéba

Conseil régional Ile de France / Conseil régional de Kayes

Région de Ségou :

Braine / Commune de Mandiakuy

Mairie d'Angoulême / Mairie de Ségou

Région de Koulikoro :

Ville de Gentilly / Commune rurale de Duguwolowila

Grand Dole / Syndicat Manden Jigiya Ton

Saint Sébastien sur Loire / Kati

Thionville / Villages de Keniaba Konko (commune de Siby)

Quétigny /Bous (Allemagne) / Koulikoro

Hennebont/ Mourdiah (à venir)

Conseil général des Yvelines / Conseil de Cercle de Kolokani

Région de Sikasso :

Communes de Pontcharra, La Rochette, Le Cheylas, St Maximin, St Pierre d'Allevard (Association Arcade, Une terre pour vivre)/ Communes de Dembella, Blendia, Benkadi, Tella

Alençon / Koutiala

Ville de Brive / Sikasso

Communes d'Aurillac et d'Arpajon sur Cere / Commune de Bougouni

Conseil général de l'Aveyron / Conseil de Cercle de Koutiala

Conseil général du Haut-Rhin / Cercle de Yanfolila

Conseil général des Yvelines (en partenariat avec l'association BINKAD) / Conseil de Cercle de Kadiolo

Liste des collectivités donatrices du fonds de solidarité des collectivités françaises pour le Mali

**ANNEXE 4 : Calendrier
(non exhaustif, à compléter par les participants)**

- Retour sur le 4^{ème} Congrès de Cités et Gouvernements Locaux Unies (CGLU), Sommet des dirigeants locaux et régionaux, Rabat, Maroc, 1-4 octobre 2013 : http://www.cites-unies-france.org/IMG/pdf/LettreCUF_sep-oct_2013finalV3.pdf
- Journée de la Coopération Décentralisée "Action sociale et inclusion sociale", 5 novembre 2013 : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1902>
- Colloque « L'action internationale des collectivités territoriales, des politiques publiques en recherche(s) », 4-6 décembre 2013, Grenoble : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1854>
- Prochains rdv de la coopération décentralisée (non exhaustif) : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique24>
- Voir aussi les activités et événements organisés en région, par les réseaux régionaux multi-acteurs

ANNEXE 5 : Liste des ateliers du 27 mai 2013

Lieu : locaux de Cités Unies France
Durée : 1h15 par atelier
Synthèse et liste des participants disponibles

Ateliers thématiques :

EAU

Animation : Guillaume Aubourg, Responsable, PSEAU

EDUCATION

Avec la participation de Daniel Schlosser, Conseiller éducation auprès de la DGM/RECDEV, MAE

PATRIMOINE CULTUREL ET DEVELOPPEMENT

Animation : Marie-Noël Tournoux, Spécialiste du programme Convention France – UNESCO, UNESCO

SANTE

Animation : Jean-Michel Le Roux, Pontivy et Claude Moulinier, directrice des programmes, Santé Mali Rhône Alpes (SMARA)

Avec les témoignages de Souleymane Sidibé, chef de mission de SMARA au Mali et de Dr Boubacari Ali Touré, président de l'APROSSA

SECURITE ALIMENTAIRE

Animation : Valérie Géhin, ARCADE et Constance Koukoui, sécurité alimentaire, CUF

Ateliers géographiques :

REGION DE MOPTI

Animation : Sylvain Segal, chef du service Europe et Relations internationales, Conseil général d'Ille-et-Vilaine

CERCLE DU MANDE

Animation : Christian Barillet, maire de Sainte Maure de Touraine

Avec la participation de Mamourou Keita, maire de la commune rurale du Mandé

REGION DE KAYES

Animation : Participants

REGION DE TOMBOUCTOU

Animation : Participants